

Vers une société de défiance

FRÉDÉRIC LEBARON

faisant du moindre signe de ralentissement de la dégradation économique et sociale mondiale un indice de prochaine « sortie de crise », les autorités et leurs relais médiatiques tentent aujourd'hui par tous les moyens de rétablir enfin la « confiance » en l'avenir des acteurs (ménages, chefs d'entreprise, investisseurs), qui s'était fortement érodée depuis début 2008, au moment où le prix du baril de pétrole avait connu une hausse brutale.

Depuis quelques semaines, l'opération semble fonctionner en ce qui concerne les grandes places financières mondiales : la plupart ont retrouvé leurs niveaux de début 2009, voire connu des performances notables en 2009. Des « signaux » de reprise venus de Chine puis des États-Unis permettraient d'annoncer pour très bientôt le retournement conjoncturel tant attendu. Les responsables, notamment les gouverneurs de banque centrale et les ministres des Finances, n'ont de cesse d'adopter dans leurs discours quotidiens une tonalité optimiste, tout en reconnaissant rituellement l'importance et la longueur inédites de la crise en cours.

C'est pourtant aujourd'hui que ses effets sociaux commencent à apparaître dans toute leur brutalité. Des pays entiers connaissent un effondrement de leur activité et une hausse vertigineuse du chômage et de la précarité. Lorsque leur marché du travail a été fortement flexibilisé et leur État social démantelé, comme dans les pays anglo-saxons ou les pays baltes, la crise plonge ainsi de nombreux foyers dans une situation de très grande pauvreté et d'insécurité économique et sociale endémique. Des trajectoires d'ascension sociale sont interrompues et

l'insertion de nombreux jeunes rendue encore plus précaire et incertaine qu'elle ne l'était auparavant. Les anticipations favorables nées du dernier cycle d'euphorie s'éloignent durablement. Dans les pays en développement et les économies « émergentes », les gains de quelques années de croissance, déjà très inégalement répartis, sont remis en cause pour la grande majorité de la population. Des populations entières sont replongées dans les stratégies de survie de l'économie informelle ou brutalement renvoyées dans leurs régions d'origine, comme le montre le cas des travailleurs migrants ruraux chinois. Dans les pays aux systèmes de protection sociale plus étendus et généreux, comme en Europe occidentale et septentrionale, les effets de la crise sont différés ou atténués, mais ils s'y manifestent aussi, de façon très différenciée selon les groupes sociaux. La classe ouvrière continue, partout, de payer le prix fort des fluctuations économiques et de l'effondrement de certains secteurs industriels.

Pour l'instant, la stratégie américaine de relance massive a permis d'éviter le pire sur le plan financier, mais sans être capable de laisser entrevoir un nouveau modèle de développement, et *a fortiori* de société. Il s'agit surtout, pour les acteurs dirigeants, de réamorcer la pompe euphorisante de l'endettement des ménages qui avait été au principe de la dynamique déséquilibrée des dernières années. Dans une période de hausse des cours et des prix immobiliers, l'augmentation du patrimoine avait permis l'accès accru au crédit, enclenchant un cercle « vertueux » d'enrichissement individuel pour les ménages, malheureusement illusoire en ce qui concerne les moins fortunés. L'optimisme actuel des acteurs financiers cache ainsi la croyance en la possibilité de rétablir les conditions économiques très particulières qui ont prévalu avant la crise des *subprimes*, celles du capitalisme financier globalisé, inégalitaire et instable.

Le recours à l'endettement public, qui a permis de limiter les conséquences de la crise et de ralentir les dynamiques d'effondrement systémique, fait aujourd'hui planer une menace importante sur le bien-être collectif futur : elle annonce, en effet, des pressions à la réduction des dépenses publiques et une nouvelle diminution des filets

de sécurité sociaux dans les années à venir. En France, elle s'accompagne de la poursuite d'attaques contre les services publics, qui avaient pourtant permis jusque-là d'assurer diverses formes de cohésion sociale et de protection face aux risques et à l'avenir : éducation et recherche publiques, santé, transports collectifs, énergie, collectivités locales. Ces attaques érodent tendanciellement la confiance sociale, dont divers travaux tendent à montrer qu'elle est largement fondée sur l'existence d'institutions solides et reconnues¹.

La politique de « rupture » avec le « modèle social » contribue ainsi à l'instauration d'un climat de défiance généralisé, qui fragilise les institutions et les groupes, en aiguisant les concurrences et les sentiments d'injustice. L'exemple de la réforme de l'enseignement supérieur et de recherche en France, avec la loi LRU et ses conséquences, est particulièrement net : en mettant en œuvre de façon autoritaire un objectif de polarisation inégalitaire des ressources, issu de la stratégie de Lisbonne, afin d'accroître la « compétitivité » du système national de recherche et des universités, les « réformateurs » ont d'abord contribué à la diffusion rapide de la défiance de très nombreux acteurs envers les principaux responsables (ministère, présidents d'université, dirigeants des institutions de recherche) et envers les institutions elles-mêmes. Une gestion de crise technocratique et arrogante, fondée sur les certitudes de la « science économique », accroît encore le pessimisme et la défiance collectifs. En accentuant sa logique autoritaire et répressive, la politique gouvernementale amplifie ainsi aujourd'hui les effets négatifs des restrictions budgétaires, qui menacent déjà la poursuite des missions de service public, et crée, au sein des universités comme dans d'autres secteurs sociaux, une profonde crise morale.

La confiance ne se décrète pas. Lorsqu'elle a disparu, elle ne se reconquiert pas simplement à l'aide d'une communication optimiste et d'une « gouvernance » ignorante des contradictions sociales et des sentiments collectifs. Celles-ci annoncent surtout l'avènement rapide, seulement réversible grâce aux luttes sociales et à un changement de cap politique radical, d'une *société de défiance*. ■

1. Voir par exemple, G. T. Svensen et G. L. Haase Svensen (eds), *Handbook of Social Capital. The Troika of Sociology, Political Science and Economics*, Cheltenham (UK)/Northampton (USA), Edward Elgar, 2009.